

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU MAROC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE RABAT

N° 40 – du 29 avril au 26 mai 2023

## En bref

- Léger ralentissement de l'inflation en avril
- Fitch confirme la note souveraine du Maroc à « BB+ » assortie d'une perspective stable
- Le Fonds Mohammed VI lance la sélection des sociétés de gestion de ses futurs fonds thématiques
- Forte hausse des levées du Trésor au premier trimestre 2023 par rapport à l'an dernier
- Le gouvernement alloue une rallonge budgétaire 10 Md MAD afin de soutenir des projets nationaux
- Sensyo Pharmatech augmente son capital social et devient Maroc Biotechnologies
- L'ONEE lance les études de deux projets de dessalement à Guelmim et Essaouira
- Total Energies annonce un projet de production d'hydrogène et d'ammoniac verts au Maroc
- Pénurie d'eau au Maroc et dans la région MENA : les recommandations de la Banque Mondiale
- SIAM 2023 : signature de 19 contrats-programmes pour le développement des filières de production

## LE CHIFFRE À RETENIR

12,9 %

Selon le Haut-Commissariat au Plan, le taux de chômage a atteint 12,9 % au premier trimestre 2023, contre 12,1 % à la même période en 2022. Il s'agit du troisième trimestre successif de hausse. Le taux de chômage en milieu urbain s'est élevé à 17,1 %, contre 5,7 % en milieu rural.

# Macroéconomie, commerce, finances

## • Léger ralentissement de l'inflation en avril

Selon le Haut Commissariat au Plan, l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une hausse de 7,8 % en glissement annuel en avril, après 10,1 % en février et 8,2 % en mars. Cette évolution est la conséquence d'une hausse des prix des produits alimentaires de 16,3 % et d'une hausse de ceux des produits non alimentaires de 2 %.

## • Fitch confirme la note souveraine du Maroc à «BB+» assortie d'une perspective stable

L'agence de notation Fitch ratings a annoncé maintenir la note des émetteurs en devises à long terme du Maroc à «BB+» assortie d'une perspective stable. Selon le communiqué de l'agence, cette note reflète la solidité des fondamentaux macroéconomiques du pays et la stabilité des institutions face aux crises. Fitch prévoit par ailleurs un léger redressement de la croissance à 3 % du PIB en 2023 après 1,2 % en 2022.

## • Le Fonds Mohammed VI lance la sélection des sociétés de gestion de ses futurs fonds sectoriels

Le fonds Mohammed VI a lancé lundi 8 mai, le premier appel à manifestation d'intérêt pour la sélection de sociétés de gestion appelées à gérer

des fonds thématiques, destinés à renforcer l'offre de financement en fonds propres et quasi fonds propres en faveur des entreprises marocaines. Ces fonds thématiques devraient porter sur des domaines porteurs de l'économie marocaine : industrie, promotion des PME, notamment dans l'agriculture ou le tourisme. Le communiqué précise également que le secteur des infrastructures et des start-ups ne rentrent pas dans ce premier appel à manifestation d'intérêt. Créé en 2020 à la suite des Hautes Orientations Royales, le fonds Mohammed VI a pour objectif premier de catalyser l'investissement en s'appuyant sur ses fonds propres et à travers la mobilisation d'investisseurs nationaux et internationaux, publics et privés.

## • Forte hausse des emprunts du Trésor sur le marché des adjudications

Selon Attijari Global research (AGR), division d'analyse économique d'Attijariwafa Bank, les levées brutes du Trésor ont quasiment doublé au premier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022, atteignant 69,4 Md MAD. Le relevement de la demande pour les bons du Trésor s'explique notamment par les rachats de bons du Trésor par Bank Al Maghrib sur le marché secondaire, une opération inédite pour BAM. Ajoutée au rehaussement significatif des besoins de financement du Trésor durant le premier trimestre, cette situation a permis de favoriser les souscriptions du Trésor sur le marché primaire.

- **Le gouvernement alloue une rallonge budgétaire de 10 Md MAD afin de soutenir des projets nationaux**

Le gouvernement a ouvert par décret une rallonge de 10 Md MAD visant à couvrir les dépenses de plusieurs ministères et institutions. Le texte précise notamment que cette rallonge budgétaire servira à « la couverture des dépenses supplémentaires urgentes liées à la résolution du problème de la rareté de l'eau et des répercussions de l'inflation sur le pouvoir d'achat des citoyens ». Dans le détail, le gouvernement devrait allouer 4 Md MAD au profit de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable (ONEE), 1,5 Md MAD afin de couvrir les dépenses supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre du Programme national d'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation ; 1,2 Md MAD pour la mise en place de la feuille de route stratégique du secteur touristique ; ainsi que 3,3 Md MAD liés directement à la lutte contre les répercussions de l'inflation sur le pouvoir d'achat.

## Industries, services, agriculture

- **Sensyo Pharmatech augmente son capital social et devient Maroc Biotechnologies**

Le Conseil d'administration de Sensyo Pharmatech a décidé de porter son capital social de 10 M MAD à 1,4 Md MAD, en changeant sa raison sociale pour devenir Maroc Biotechnologies (Marbio). Le groupe a également annoncé à cette occasion la finalisation de la construction de son site de production à Benslimane. Les locaux, les équipements et les procédés sont en phase de qualification et de

validation. Marbio est le fruit de l'engagement de l'État marocain, du Fonds Mohammed VI pour l'investissement et d'un consortium composé de Bank of Africa, Attijariwafa Bank et Banque centrale populaire, ainsi que du suédois Recipharm, afin de créer un pôle d'innovation biopharmaceutique et vaccinale au Maroc reconnu à l'échelle mondiale.

- **L'ONEE lance les études de deux projets de dessalement à Guelmim et Essaouira**

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) a lancé un appel d'offres pour la réalisation d'études spécifiques et détaillées de mise en place de deux projets de dessalement de l'eau de mer dans les zones de Guelmim et Essaouira. Ces deux stations devraient servir à satisfaire les besoins en eau potable et en eau d'irrigation. La capacité prévue pour la future station de dessalement d'Essaouira est d'environ 53 millions de m<sup>3</sup> par an, et celle de Guelmim de 35 millions de m<sup>3</sup> par an.

- **Total Energies annonce un projet de production d'hydrogène et d'ammoniac verts au Maroc**

Lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Total Energies qui s'est réunie le 26 mai, le PDG de l'entreprise Patrick Pouyanné a annoncé le lancement d'un projet de production d'hydrogène et d'ammoniac verts au Maroc, dans la région de Guelmim – Oued Noun. Le projet, combinant éolien et énergie solaire, viserait à produire et à exporter de l'hydrogène vert à destination de l'Europe. Avec un investissement de près de 10,7 Md USD par Total Eren, filiale du groupe spécialisée dans les énergies renouvelables, Total Energies espère contribuer à positionner le Maroc comme un leader du secteur de l'hydrogène vert.

- Pénurie d'eau au Maroc et dans la région MENA : les recommandations de la Banque Mondiale

Selon le rapport de la Banque mondiale présenté le 27 avril à Rabat, «d'ici 2030, les ressources en eau disponibles par an et par habitant dans la région MENA tomberont sous le seuil de pénurie absolue de 500 mètres cubes par personne et par an». Intitulé «Aspects économiques de la pénurie d'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: solutions institutionnelles», ce rapport indique que la pénurie d'eau deviendra plus aiguë à mesure que la population augmentera. Pour aider la région à gérer et à surmonter les problèmes de pénurie d'eau, le rapport identifie une série de réformes institutionnelles pour les agences nationales de l'eau et les services publics, et propose notamment de confier la prise de décision en matière de répartition de l'eau à des administrations locales représentatives. «Le transfert de pouvoirs plus importants sur les décisions d'attribution de l'eau à des administrations locales représentatives dans le cadre d'une stratégie nationale de l'eau conférerait davantage de légitimité aux arbitrages difficiles autour de l'utilisation de l'eau que des directives émanant des administrations centrales», souligne le rapport. Ces réformes institutionnelles, associées à une communication et une transparence renforcées, pourraient aider les gouvernements à renégocier le contrat social avec les citoyens de la région MENA.

- SIAM 2023 : signature de 19 contrats-programmes pour le développement des filières de production

A l'occasion de la 15ème édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhannouch, a présidé le jeudi 04 mai 2023 à Meknès, la cérémonie de signature de 19 contrats-programmes entre l'Etat et la profession, pour le développement et la modernisation des filières de production agricole, un axe essentiel de la mise en œuvre de la stratégie « Génération Green ». Ces contrats-programmes, signés avec les principales interprofessions végétales et animales, reposent sur trois principes : la mise en œuvre des différents axes de la stratégie Génération Green surtout en relation avec l'élément humain ; le conditionnement de l'octroi des aides aux organisations professionnelles à la réalisation des objectifs contractés ; et l'engagement des organisations professionnelles à se restructurer pour améliorer leur gouvernance et leur niveau de représentativité nationale et régionale.

## Indicateurs macroéconomiques – prévisions 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit Courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (4/23)	3,1%	4%	-	3,7%	4,6%	69 % (PIB base 2014)
FMI (4/23)	3%	4,6%	11%	3,7%	4,9%	68,3% (PIB base 2007)
Bank Al Maghrib (3/23)	2,6%	5,5%	-	2,8%	4,7%	-
Haut-Commissariat au Plan (1/23)	3,3%	1,9%	-	-	5,2%	70,8% (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Cécile Humbert-Bouvier

Rédacteurs : Léo Mineur

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.